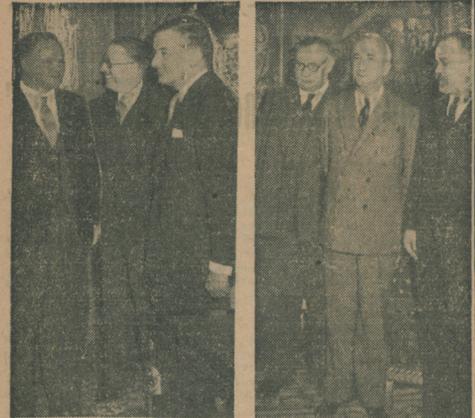


# LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## Accord à trois sur l'Allemagne

DANS une première prise de contact officielle sur la question allemande, les « Quatre » se sont situés sur des positions extrêmement divergentes. Le ton des interventions fut quelque peu aigre-doux. Byrnes et Bevin émettent l'idée qu'ils pourraient reprendre leur liberté d'action. Comme il n'est pas question de débiter des phrases, il est difficile de prévoir quelle tendance l'emportera chez les « Quatre » : celle qui conduira chacun d'eux à agir selon ses besoins les plus immédiats sans souci de maintenir une union, ou celle qui, par crainte de conséquences graves qui pourraient rapidement résulter d'une telle attitude, cherche à trouver une solution de compromis, si boiteuse fût-elle, temporaire fût-elle, afin de gagner du temps, comme dans la question de Trieste.

Evidemment, c'est entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis appuyés par la Grande-Bretagne, que les divergences se sont accusées, les uns et les autres cherchant à s'attribuer la sympathie de l'Allemagne. Byrnes, qui dispose de dollars, propose que l'unité économique de l'Allemagne fût rétablie et offerte même de la faire avec ceux des Alliés qui y consentiraient. Bevin déclara que l'Angleterre ne voulait pas payer les frais de l'occupation et qu'elle allait faire produire la Ruhr à fin d'exportation.

Quant à Molotov, qui n'avait rien d'immédiat à offrir, il fit des déclarations catégoriques sur l'unité de l'Allemagne (après amputation de Königsberg et de tout ce qui est à l'est de l'Oder) et sur le peuple allemand qu'il ne faut pas confondre avec l'Allemagne hitlérienne.

Tous les trois se trouvant hostiles à Bidault, sur les questions de la Sarre, du Rhin, de la Ruhr ; celui-ci s'aperçut que ses services d'entre-metteur ne lui avaient rapporté dans cette conférence, que les territoires italiens de Tende et Brigue. La politique du gouvernement français n'était plus tout à fait celle de la « grande » chère à de Gaulle, mais elle en était encore trop près.

Après un échec aussi cuisant, Bidault s'en fut obtenir du Conseil des ministres une déclaration confirmant la politique extérieure qu'il avait défendue vis-à-vis de l'Allemagne. Il obtint un vote unanime... Mais que vaut ce vote ?

Blum ne cache pas que les ministres socialistes ont, bien qu'en désaccord, voté la suite en 2<sup>e</sup> page.



## Albert DEMAZIERE

membre du Comité Central du P.C.I.  
victime d'un attentat stanilien

Nice, 15 juillet 1946.

Le vendredi 12 juillet, notre camarade de Nice avait organisé un meeting au cours duquel Albert Demazière, membre du Comité central de notre parti devait prendre la parole. Mais les bureaucrates du P.C.F., inquiets de l'essor pris par notre jeune section niçoise et du retentissement qu'avait eu l'annonce de

notre meeting dans les milieux de travailleurs, en avaient décidé autrement.

A l'école des S. S. Une heure avant le début prévu de la réunion, les troupes de choc des bureaucrates staniliens occupèrent la rue où se trouve la salle de meeting. Des que les portes furent ouvertes, ils se précipitèrent dans la salle, au nombre de 200 environ, débordèrent plus faible service d'ordre, occupèrent la tribune et firent jeter à bas de celle-ci par quelques brutes notre camarade Demazière qui fut ensuite entraîné dans une pièce isolée où une dizaine de voyous le frappèrent sauvagement à coups de pieds et à coups de poings. Parvenant à leur échapper, Demazière, le visage et le corps ensanglantés, entra dans la salle où il tenta de prendre la parole pour exprimer son indignation. Alors, les teneurs des bureaucrates, essayant de rendre la confusion en criant « A bas les fascistes », se ruèrent à nouveau sur lui et le jetèrent à la rue en l'assommant aux quatre coins. Il dut avoir recours aux soins d'un pharmacien et d'un médecin. Deux auditeurs présents dans la salle, dont l'acteur Roger Blin, militant syndicaliste, ex-responsable F.F.I., bien connu des ouvriers des studios, furent frappés par les brutes pour avoir protesté contre des méthodes inspirées des S.S. et implantées directement dans le mouvement ouvrier.

En somme, avec un mépris sans précédent des ouvriers, Hénaff dément un jour ce qu'il déclarait la veille pour se « ré-démontier » à nouveau. Mais ce mépris n'est pas seulement propre à Hénaff. Il est propre à tous les bureaucrates.

Les messieurs de la police, si inquiets quand il s'agit de la sécurité des dirigeants du P.C.F., n'arrivèrent qu'à la fin, pour faire évacuer « dans le calme » la salle où les honneux locaux du P.C.F., après s'être débarrassés à coups de pieds de leurs contradicteurs, avaient improvisé un meeting contre les « hitléro-trotskyistes », et dans tous leurs discours, que la France devait s'emparer de la Ruhr, qui devait être détachée de l'Allemagne.

Nous avons dénoncé cette politique comme une politique de brigandage impérialiste et comme une honteuse reprise des slogans fascistes des Maurras. « Nous traitons d'hitléro-trotskyistes ». Aujourd'hui, le Kremlin se prononce bruyamment pour l'unification de l'Allemagne avec l'espoir de canaliser à son profit la volonté d'unification du peuple allemand.

Sans condamner ouvertement la politique criminelle que le P.C.F. avait encouragée pendant deux ans à la classe ouvrière, sans expliquer sur l'attitude honteuse que les dirigeants du P.C.F. avaient adoptée pendant des mois, lorsqu'ils apparurent comme les champions les plus enragés, Hervé retourna sa veste et dans des phrases embarrassées écrit dans « l'Humanité » que la « politique marseillaise » de l'annexion de la Ruhr n'a jamais été la politique du P.C.F. Le lendemain, dans des phrases encore plus embarrassées, Hervé annonce qu'un différend subsiste entre lui et Molotov quant à la question de la Ruhr, sans nous préciser si le P.C.F. a révisé ou non sa position à ce sujet.

COMME on le voit, l'habitude de mentir n'est pas seulement propre à Hénaff, mais aussi à Thorez, à Croizat, à Tillon, qui acceptent au gouvernement que l'augmentation générale des salaires ne grève que de 15 % le budget, alors qu'en même temps, leur parti se prononce pour les 25 %.

Les bureaucrates ne pourront pas toujours mentir et se moquer impunément de la classe ouvrière. Ils paieront la note. De nombreux militants du P.C.F. se détachent d'eux. Leur nombre ira grandissant.

A travers les combats qui doivent s'engager, le Parti communiste internationaliste révolutionnaire comme la direction révolutionnaire des masses laborieuses. La vérité se frayera son chemin.



JOUHAUX. — Mon cher Bidault, croyez en ma vieille expérience : il vaut mieux les voir défilier qu'occuper leurs usines.

UN désaccord est survenu entre les patrons et les délégués de la C.G.T. sur les modalités d'application des 25 %. Mais d'ores et déjà il apparaît que les travailleurs n'obtiendront pas les 25 % qu'ils escomptaient. C'est qu'en effet on n'avait pas fixé sur quelle base cette

majoration serait calculée. Les travailleurs ont cru que c'était sur les salaires qu'ils touchaient réellement, les dirigeants syndicaux ont fixé en dernière heure les maxima — Croizat et les patrons se sont repliés sur les minima.

La différence entre minima et maxima est effectivement importante, mais en fait, dans les usines, les salaires sont presque toujours supérieurs aux salaires légaux. Les dirigeants de la C.G.T. ferment les yeux sur la réalité. Ils ne veulent pas « s'occuper des salaires noirs », comme ils disent. Les 25 % vont donc, en supposant que leur thèse soit adoptée, se transformer en 20 et même en 15 % pour de nombreux ouvriers.

Du blocage des prix sous « contrôle populaire » on ne parle plus. La Commission administrative de la C.G.T. demande seulement au « gouvernement de prendre des sanctions rapides et exemplaires contre les spéculateurs » ; ils font encore confiance aux Bidault et aux Teitgen pour rendre la justice...

Battre la semelle, c'est insuffisant. Pour obliger le gouvernement, qui siège en nombre ministres staliniens et réformistes, à céder, Frachon-Jouhaux ont organisé dans toute la France des manifestations après celle des instituteurs, celle des postiers, puis celle des gars du bâtiment. Elles n'ont donné aucun résultat et c'était bien normal. Les ouvriers y ont seulement gagné d'être un peu plus fatigués en rentrant le soir chez eux. Ils ont aussi organisé des manifestations dans les usines, mais tous les jours après les heures de travail. C'est seulement chez Citroën que les ouvriers, sur leur propre initiative et contre leurs dirigeants, ont débrayé à 10 heures.

Pendant ce temps, les prix grimpent avec une vélocité extraordinaire, avant même que les salaires aient augmenté. Hier les loyers, demain l'électricité, le gaz, les transports, le pain, le lait, le vin. Il est vrai que les légumes ont baissé, mais on en reparlera en septembre quand la saison sera finie.



Les postiers ont manifesté par milliers devant le ministère des Finances. Certaines pancartes revendiquaient l'échelle mobile.

## Les PRIX diminuent... mais la vie augmente

FAUT-IL répéter les prix donnés par tous les journaux ? Le gaz, l'électricité, les transports, les loyers vont augmenter. Le pain également, fort probablement. Et le lait. Et tout le reste, bien entendu... En l'absence de chiffres définitifs, nous ne ferons pas le bilan exact des

répercussions de ces nouvelles augmentations sur le budget familial des travailleurs. Mais ce qui est certain, c'est que, rien qu'en tenant compte des augmentations certaines, ce budget sera alourdi au minimum d'environ mille francs par mois. En effet, on annonce pour les loyers une augmentation de trois cents pour cent sur la base des prix pratiqués en 1937. Or, les loyers étaient à peu près la seule chose qui n'ait pas subi une majoration très sensible depuis cette date. Et les billets de métro à 4 francs.

Il est donc établi que l'augmentation sur les salaires, quelle qu'en soit le taux, ne servira nullement à compenser une majeure partie de l'augmentation du coût de la vie passé. Il faudra s'estimer heureux si elle suffit aux travailleurs afin de verser leur tribut supplémentaire aux actionnaires du gaz, de l'électricité, du métro et aux propriétaires. En conclusion, il est certain que la situation des travailleurs sera encore plus pénible à partir du moment prochain qu'elle ne le fut jamais.

Et comment s'en sortir ? En produisant toujours plus, diront ministres, industriels et dirigeants « syndicalistes ». Or, comme par hasard, c'est dans les secteurs où la production a dépassé le taux d'avant la guerre, comme le charbon et l'électricité, que les prix augmentent le plus (52 % pour le gaz et 100 % pour le charbon). Avant-guerre, on produisait en France 50 millions de kWh par jour et actuellement 60 millions. Or, la moitié de cette production est d'origine thermique. L'augmentation de l'électricité est, par conséquent, justifiée par l'augmentation du prix du charbon. Etant donné qu'il tombera environ 50 millions supplémentaires par jour dans les caisses des compagnies d'électricité (0 fr. 88 d'augmentation par kWh), nous doutons que cette augmentation résulte uniquement de celle du charbon. En réalité, à tous les échelons, chaque augmentation est prétexte aux capitalistes pour faire le « culbute ». Seul le contrôle ou-

res du matin, occupé l'usine et déposé leur cahier de revendications.

Cette voie est la seule qui permettra d'aboutir. Mais il faudra tenir jusqu'au bout. Dans chaque usine, rédigez et déposez les cahiers de revendications, réclamant un salaire minimum vital de 7.400, l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier sur les livres de comptes.

C'est en généralisant les revendications et les luttes dans toutes les entreprises, dans tous les bureaux et chantiers, qu'il sera possible d'obtenir une véritable revalorisation.

La grève est possible. Les dirigeants syndicaux qui, par la bouche d'Henri Raynaud, après avoir parlé de rupture avec les patrons, déclarent : « Les pourparlers continuent quand même », invoquent mille raisons pour empêcher la grève. « Vous affaiblirez la production, disent-ils aux ouvriers, vous n'avez pas assez de ressources pour tenir ; il y a beaucoup d'ouvriers qui ne sont pas prêts pour comprendre. »

(Lire la suite en 4<sup>e</sup> page.)

Charles Tillon, lui, n'a pas manqué de souffler. Hitler avait bien fait le « Front du Travail » et les défilés la pelle sur l'épaule ! Il est vrai que ça a tirillé dans les usines d'armement. Mais de cette histoire, l'Huma ne pipe mot. 350 francs une paire de bleus neufs, si tu délégué. Il y en a beaucoup qui ont préféré laisser la marchandise et ne pas se retrouver avec de Laitre de Tassigny ou se faire féliciter par Bidault. Ces trucs-là, ça va bien quand on est soldat et qu'on ne peut pas faire autrement !

Mais les dirigeants staliniens avaient une idée derrière la tête. « Le peuple français exprime son espoir et sa volonté d'une armée liée à la nation, son aversion d'une armée de caste. » (L'Humanité du 16 juillet.)

Drôle de façon de combattre les « correctifs » d'opinion et de « concessions » faites par les dirigeants staliniens eux-mêmes « des protocoles militaires ». Il aurait mieux valu ne pas désarmer les Milices patriotiques, il aurait mieux valu ne pas dissoudre les E.T.P. Si on avait suivi cette politique, tous ces beaux messieurs aux gants blancs, fidèles serviteurs du futur Bonaparte de Gaulle, seraient aujourd'hui au Cherche-Midi et à Fresnes.

Pour les garder et les juger, ce n'est pas 2.200, mais 10.000, mais 100.000 volontaires qu'on aurait trouvés.

## LE LAIT DESTINÉ AUX ENFANTS disparaît dans l'hôtellerie de luxe et au marché noir

VOICI le texte d'une lettre adressée le 2 juillet, au ministère du Ravitaillement par le délégué à Paris du « Don Suisse », œuvre d'assistance aux victimes de la guerre.

Monsieur, « Nous avons été saisis d'une demande urgente de dépannage en lait condensé en faveur des hommes d'enfants de la Haute-Savoie. Le « Don Suisse » serait disposé à servir tous ces collectes en faveur des enfants en faveur des enfants de ces institutions, mais nous sommes informés que la pénurie de lait provient surtout du fait que ce produit va chez les hôteliers, etc., au bénéfice des touristes qui paient des prix plus élevés. »

« Le soussigné connaît personnellement la situation en Haute-Savoie et ne pourrait souscrire et justifier une assistance de la Suisse avec le produit de ces collectes en faveur des victimes de la guerre si elles devaient contribuer à faciliter principalement le fonctionnement d'opérations illégales. NOUS VOUS PRIONS DONC INSTAMMENT DE PRENDRE DES MESURES NECESSAIRES AFIN DE NOUS PERMETTRE D'ASSISTER L'ENFANCE FRANÇAISE SANS FAVORISER LE MARCHÉ NOIR. »

« Nous débloquerons le lait condensé au reçu de vos nouvelles et vous remercions par anticipation de votre célérité. » « Veuillez agréer, etc... » Albert B. Kesseling-Loo, délégué.

Croit-on que de tels scandales seraient possibles si des organismes populaires ou seraient représentés les comités de ménagères, c'est-à-dire l'énorme majorité des mères de famille, contrôlerait la répartition du lait ? Seul le CONTROLE POPULAIRE DU RAVITAILLEMENT, exercé par des comités groupant des représentants des coopératives agricoles, des syndicats de cheminots et transporteurs routiers, des groupements de petits commerçants et des comités de ménagères, peut assurer une collecte et une distribution équitable des denrées indispensables à la vie des travailleurs et de leurs enfants.

## EDITORIAL ILS PAIERONT LA NOTE

par Jean MARCOUX

L'Y a quelques jours, « France-Tireur » écrivait : « L'histoire de la Conférence économique pourrait se diviser en deux, « avant et après le 14 juillet ». Avant le 14, le patronat déclare vouloir se refuser à toute augmentation des salaires ; après le 14, il est prêt à « accorder » les 25 %, et la presse conclure : « En somme, les manifestations de rue portent. »

Voilà la vérité. Depuis le début de la conférence, la classe ouvrière, sous la pression de ses dirigeants actuels, range son frein et s'épuise dans des manifestations fort spectaculaires mais peu efficaces. Pendant ce temps, les prix montent et cette hausse éponge déjà la prochaine augmentation des salaires.

Il est certain que le patronat aurait immédiatement accordé une augmentation des salaires devant une grève avec occupation des usines qui aurait généralisé, à l'échelle du pays, l'expérience si concluante des brasseurs de Lille qui ont occupé leur entreprise et l'ont fait marcher sous leur gestion jusqu'à ce que le patron leur ait accordé satisfaction. Il est non moins certain que le patronat aurait regardé à deux fois avant d'augmenter les prix, face à une classe ouvrière prête à passer à l'action pour imposer l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier sur les prix.

Le patronat sait bien qu'il a peu à craindre des dirigeants actuels de la classe ouvrière. En effet, ceux-ci ne veulent pas acculer le patronat à une véritable défaite, mais utiliser la combativité ouvrière comme instrument de marchandage pour leurs combinaisons gouvernementales.

Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux multiples... et contradictoires déclarations d'Hénaff, dirigeant de l'Union départementale des syndicats. Le 20 juin, s'adressant aux fonctionnaires, Hénaff déclarait : « L'heure est venue de passer à l'offensive ». L'empressement d'Hénaff fut jugé trop intempestif. Le lendemain, sans se soucier le moins du monde de l'opinion de ses auditeurs de la veille, Hénaff démentait ses déclarations et affirmait n'avoir jamais appelé à l'offensive.

Le 8 juillet, le même Hénaff, sûr de sa leçon, déclarait, rue Pierre-Timbaud, à l'assemblée des cadres syndicaux : « Si demain, nous n'obtenions pas satisfaction à nos revendications, c'est presque certainement probable que la C.G.T. ne déclencherait pas la grève, ni moi non plus, du reste. » Le 11 juillet, Hénaff annonçait ses déclarations, reproduites par l'organe central de son propre

parti, « l'Humanité », étaient « absolument fausses ». Ainsi, pour les bureaucrates staniliens, la seule chose qui compte, c'est tantôt de laisser l'impression qu'ils sont prêts à aller au combat jusqu'au bout, tantôt de freiner la classe ouvrière lorsque celle-ci veut passer à l'action.

En somme, avec un mépris sans précédent des ouvriers, Hénaff dément un jour ce qu'il déclarait la veille pour se « ré-démontier » à nouveau. Mais ce mépris n'est pas seulement propre à Hénaff. Il est propre à tous les bureaucrates.

Les messieurs de la police, si inquiets quand il s'agit de la sécurité des dirigeants du P.C.F., n'arrivèrent qu'à la fin, pour faire évacuer « dans le calme » la salle où les honneux locaux du P.C.F., après s'être débarrassés à coups de pieds de leurs contradicteurs, avaient improvisé un meeting contre les « hitléro-trotskyistes », et dans tous leurs discours, que la France devait s'emparer de la Ruhr, qui devait être détachée de l'Allemagne.

Nous avons dénoncé cette politique comme une politique de brigandage impérialiste et comme une honteuse reprise des slogans fascistes des Maurras. « Nous traitons d'hitléro-trotskyistes ». Aujourd'hui, le Kremlin se prononce bruyamment pour l'unification de l'Allemagne avec l'espoir de canaliser à son profit la volonté d'unification du peuple allemand.

Sans condamner ouvertement la politique criminelle que le P.C.F. avait encouragée pendant deux ans à la classe ouvrière, sans expliquer sur l'attitude honteuse que les dirigeants du P.C.F. avaient adoptée pendant des mois, lorsqu'ils apparurent comme les champions les plus enragés, Hervé retourna sa veste et dans des phrases embarrassées écrit dans « l'Humanité » que la « politique marseillaise » de l'annexion de la Ruhr n'a jamais été la politique du P.C.F. Le lendemain, dans des phrases encore plus embarrassées, Hervé annonce qu'un différend subsiste entre lui et Molotov quant à la question de la Ruhr, sans nous préciser si le P.C.F. a révisé ou non sa position à ce sujet.

COMME on le voit, l'habitude de mentir n'est pas seulement propre à Hénaff, mais aussi à Thorez, à Croizat, à Tillon, qui acceptent au gouvernement que l'augmentation générale des salaires ne grève que de 15 % le budget, alors qu'en même temps, leur parti se prononce pour les 25 %.





# La dynamite anti soviétique s'accumule en Pologne

POUR la première fois depuis onze ans, le peuple polonais était appelé à voter le 30 juin. Il s'agissait de définir par le moyen d'un référendum, les grandes lignes de la Constitution de demain.

La lutte entre les partis a surtout porté sur la première question concernant la suppression du Sénat : question en réalité secondaire, mais sur laquelle le leader du parti paysan polonais Mikolajczyk a voulu mesurer son influence réelle dans le pays et dénoncer les éléments hostiles au régime : 37 % de votants, à son appel ont répondu par la négative.

Par contre, tous les partis ont été unanimes à approuver la politique économique du gouvernement concernant la réforme agraire et les nationalisations. C'est là un phénomène qui a éclairé singulièrement le caractère étié d'un régime d'apparence révolutionnaire, qui se retrouve dans tous les pays du « glacis soviétique » occupé ou contrôlé par la bureaucratie du Kremlin.

**LA REFORME AGRAIRE**

La réforme agraire figurait depuis longtemps au programme de tous les mouvements polonais de Résistance. Le décret d'application du 6 septembre 1944 n'a rien de particulièrement effrayant pour la bourgeoisie polonaise : c'est une simple réédition — et d'ailleurs réduite — de la réforme agraire de 1920-1925, dont le but essentiel était de stabiliser le régime bourgeois en créant une couche de paysans satisfaits. A la différence du décret holochev de 1917 portant nationalisation de toute la terre russe, et répartition des parcelles sous le contrôle des Comités, le statut de la propriété privée est maintenu. Les hobereaux, propriétaires de plus de 100 hectares sont expropriés, mais les propriétés de l'Eglise échappent à la loi. Au total 8 % des terres cultivées ont été soumises au partage.

**LES NATIONALISATIONS**

En apparence l'existence d'un Bureau central de planification à Varsovie, le plan triennal en cours, pourraient faire croire à une réforme radicale dans le domaine industriel.

La encore le régime capitaliste reste debout, et la bureaucratie stalinienne se fait simplement la « gérante » d'une économie bourgeoise.

Depuis le 3 janvier 1946, date à laquelle le Conseil national polonais a voté la nationalisation des grandes industries, 40 % seulement des ouvriers et employés ont été intéressés à cette loi. Les petites et moyennes entreprises (occupant moins de 50 ouvriers travaillant par roulement) ont même reçu du ministre stalinien de la Production industrielle, une lettre de garantie contre toute nationalisation, au cas où une recrudescence d'activité les conduirait à dépasser même très largement le chiffre limite de cinquante ouvriers.

Les nationalisations ont été un moindre mal. En aucun cas les ouvriers n'ont été invités à participer ou seulement à contrôler la production. Celle-ci continue à se développer selon les principes commerciaux traditionnels de l'économie capitaliste. La bureaucratie reconstruite aujourd'hui avec la sueur des ouvriers, mais elle ne met pas en question les bases mêmes du régime social, aussi les impérialistes étrangers n'ont-ils pas perdu l'espoir d'encaisser un jour le bénéfice de la politique économique actuelle des auxiliaires polonais de Staline.

**LES IMPERIALISTES PENETRENT DANS LE GLACIS**

L'U.R.S.S. s'est annexée avec la zone orientale 70 % des puits de pétrole, et songe davantage à panser ses plaies en pillant les territoires du glacis, qu'à aider ceux-ci à se relever de leurs ruines. Elle est une charge, bien plus qu'une aide pour l'économie de la Pologne. C'est ce dont profitent les capitalistes anglo-saxons pour s'introduire à nouveau dans l'industrie polonaise dont ils contrôlaient les trois quarts en 1935.

Par ailleurs, la bureaucratie stalinienne a déjà dû accepter, en juillet dernier, l'élargissement du gouvernement à des représentants en réalité des espions — du gouvernement réactionnaire exilé à Londres. Aujourd'hui, le prêt de 90 millions par Washington, de même que la levée de l'embargo sur les quatre millions de livres qui se trouvent à Londres, vont se solder par de nouvelles concessions économiques et politiques.

La dynamite anti-soviétique s'accumule donc en Pologne, par le canal des prêts à l'étranger, par la propagande de Mikolajczyk, par celle du Vatican, dont les représentants bénéficient de complaisances d'autant plus dangereuses, que les préjugés religieux sont très vivaces dans le pays.

C'est seulement par la nationalisation de l'ensemble de l'industrie, de l'ensemble des terres, c'est seulement en faisant appel à l'initiative des masses pour réaliser et défendre ces mesures révolutionnaires, qu'un barrage efficace peut être dressé contre la progression des adversaires impérialistes de l'U.R.S.S.

Maurice JULLIA.

# SIDKY PACHA engage la lutte contre les communistes

Le gouvernement égyptien procède actuellement à des opérations policières de vaste envergure contre l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Plusieurs centaines de personnes, baptisées uniformément « communistes » pour la circonstance, sont allées régénérées en prison les militants syndicalistes arrêtés lors des grèves de juin. Une dizaine de journaux et périodiques ont été suspendus. Les requisitions continuent... mais le cheminement des idées communistes également !

**LA NOUVELLE EGYPTE**

L'Egypte moderne n'a plus rien de commun avec l'Egypte de 1882, date de la conquête par les Anglais. Grâce aux capitaux britanniques, le pays a vu se développer les industries textiles, sucrières, etc. Une bourgeoisie indigène s'est constituée, qui a su bénéficier des commandes de guerre, et de la situation de l'Egypte, moins exposée que la Grande-Bretagne aux bombardements allemands, pour agrandir ses usines et développer sur place une formidable industrie de transformation. La conséquence en fut la croissance rapide du parti égyptien qui atteint aujourd'hui le chiffre de 1 million d'ouvriers contre 250.000 il y a seulement dix ans.

**NATIONALISME BOURGEOIS ET NATIONALISME OUVRIER**

Longtemps la bourgeoisie indigène a mené une lutte farouche contre l'impérialisme britannique. Mais ses aspirations à l'indépendance sont avant tout fonction des avantages qu'elle retire d'une collaboration bien comprise avec les capitalistes anglais. Le parti du Wafd fut longtemps le point de combat : il essayait d'ailleurs d'utiliser le mouvement ouvrier comme masse de manœuvre. Sous le nom de « conseillers légaux », ses hommes s'infiltrèrent dans les directions de toutes les organisations syndicales. Mais l'arrivée du Wafd au pouvoir en 1942, et son opposition à la présentation de candidatures ouvrières aux élections de 1945, ont ruiné peu à peu son influence dans la classe ouvrière.

Aujourd'hui, une grande majorité du Wafd bloque avec les réactionnaires et les féodaux de la cour du roi Farouk, qui entretient une organisation à demi secrète, la *Fratelité musulmane*, forte de 300.000 adhérents, dont la tâche essentielle est de se livrer à des actes terroristes contre les organisations ouvrières.

Sans grand résultat d'ailleurs. Les syndicats croissent chaque

# AUX ETATS UNIS AUSSI LES PATRONS organisent la hausse des prix

DEPUIS trois semaines, l'impérialisme américain est secoué par une nouvelle crise. Le 30 juin à minuit, la loi sur le contrôle des prix appliquée pendant la durée de la guerre expirait. Immédiatement, le Sénat établit la liberté de commerce pour un certain nombre de produits, réduisant à néant les pouvoirs de l'office de contrôle des prix.

Dès ce moment, le coût de la vie commença à s'élever à une vitesse vertigineuse. Les loyers augmentèrent parfois de 200 %. En une seule journée, les prix des denrées alimentaires augmentèrent de 3 à 4 %. La Chambre des représentants met en avant un projet plus modéré acceptant une hausse moyenne de 8 % et laissant subsister l'office de contrôle. Truman opposa son veto au vote des deux Chambres et réclama le maintien du contrôle. Et pendant ce temps, les ménagères paient chaque jour un peu plus

cher les légumes, le beurre, la viande, le lait. En quinze jours, le prix des denrées de première nécessité monta de 23 %. Le Sénat revient à la charge et adopte une nouvelle loi de réglementation « élastique » des prix industriels faisant passer les consommateurs l'augmentation des prix de revient.

**DES SUPER-BENEFICES...**

Que signifie cette nouvelle crise de l'impérialisme américain ? Au cours de la guerre, les capitalistes et les hommes d'affaires yankees ont réalisé d'énormes bénéfices. Le revenu national est passé de 1938 à 1944 de 80 à 200 milliards de dollars et ce ne sont certainement pas les ouvriers qui ont eu la plus grosse part de ce gâteau. Les prix au cours de la guerre, donc sous le régime du contrôle gouvernemental, ont subi une hausse d'environ 40 %, alors que les salaires restaient loin derrière. Devant la diminution de leur niveau de vie, les

ouvriers américains sont entrés en lutte et par leur magnifique mouvement de grève ont réussi à arracher quelques maigres augmentations de salaires sur les bénéfices colossaux des patrons. Aujourd'hui, ceux-ci passent à l'offensive pour assurer la continuité et l'augmentation de leurs profits à travers la crise de la reconversion. La liberté de commerce signifie pour eux la liberté d'arracher à leur guise des super-bénéfices aux ouvriers américains. Comme disait avec cynisme un sénateur américain, l'augmentation de 25 % « comprendra juste l'augmentation des salaires des ouvriers ».

Il veut également pouvoir imposer aux petites et moyennes entreprises des prix exorbitants pour les matières premières et les produits semi-finis dont ils sont fournisseurs.

**...QUE TOUS LES OUVRIERS PAIERONT**

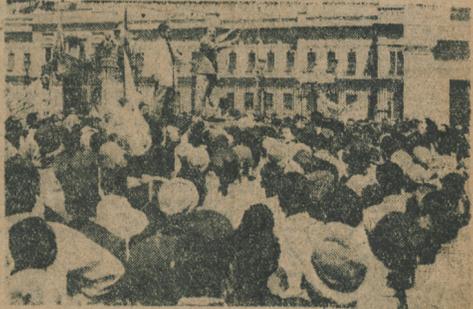
Le congrès des Etats-Unis a lié la question du contrôle des prix à la question des prêts à l'étranger, et ce n'est pas par hasard. La veille du vote sur le contrôle, la Banque Export-Import accordait à la France 650 millions, 25 % d'augmentation sur les prix, cela représente aussi un joli bénéfice initial sur l'emprunt accordé, une bagatelle d'une vingtaine de milliards de francs... que les ouvriers français rembourseront. L'opération est la même pour l'emprunt accordé à la Grande-Bretagne.

Ces histoires ennues beaucoup M. Truman. La rapacité des capitalistes américains risque de compromettre la stabilité économique et d'entraîner des « troubles sociaux », comme il dit. Et cela ne doit pas se produire pendant le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix, dit-il encore. Mais comme, malgré tout, il est très complaisant aux désirs des capitalistes, il se pose une fois de plus la question de la liberté de commerce et de la liberté des prix et l'indépendance des entreprises privées « dès que la crise de la reconversion sera surmontée », il réclame 1.250.000.000 de dollars de subsides de stabilisation, et il accepte un ajustement des prix à cet effet mesure est nécessaire à l'accroissement de la production.

Mais les ouvriers américains ne ont aucune confiance à toutes ces fanfaronnades. Ils ont compris depuis longtemps que « la grève n'est pas l'arme des trusts » et ils se préparent à la riposte. La grève des consommateurs se prépare. Mardi, les ouvriers de l'automobile de Detroit font grève pendant deux heures. Partout des manifestations ont lieu.

Bien que grand vainqueur de cette guerre, le capitalisme américain se débatte dans une crise économique profonde. Par leurs luttes, les ouvriers des Etats-Unis montrent que pas plus que nous, ils ne sont prêts à payer les frais de la reconstruction, comme ils ont payé les frais de la guerre.

V. MORANGE.



Des manifestants égyptiens se rassemblent devant un palais britannique, au Caire, pour entretenir un orateur nationaliste stigmatisant l'impérialisme oppresseur.

# La nouvelle république italienne

TROIS années après la chute de Mussolini, l'Italie reste en proie à une profonde crise politique et économique.

Pendant que les leaders politiques se querellent pour des postes ministériels, les conditions de vie des masses s'aggravent. Pendant les mois d'été la vie est supportable étant donné l'abondance relative des légumes et autres produits de ferme, mais, l'hiver prochain, les ouvriers et paysans devront faire face à une très réelle famine. Le déclin de l'économie se reflète dans la chute vertigineuse de la lire, qui vaut maintenant de 420 à 460 litres

# Manifestation de ménagères en Grande-Bretagne

L'établissement de la carte de pain ne se fait pas sans heurts en Grande-Bretagne.

Les ménagères sont déchaînées. Entre un banquet à New-York et un autre à Metz, M. Churchill, gras à lard et cigare aux lèvres, plaint les « pauvres travailleurs » soumis à un rationnement plus rigoureux et déclare : « La faute en est au gouvernement travailliste ».

Il y a peu de chances, toutefois, honorable leader de l'opposition de St. Maudet, pour que le peuple britannique, tira des privations actuelles, laisse le cœur que vous voudriez lui faire battre.

Ce n'est pas vers les conservateurs que se tournent les regards, mais vers la gauche, davantage chaque jour.

Les travailleurs anglais font l'expérience du « travaillisme ».

Après Churchill il y a eu Attlee, après Attlee il n'y aura pas à nous soumettre un autre prolétariat anglais apparaissant sur la scène politique guidés par le parti d'avant-garde, le Parti Communiste Révolutionnaire, section anglaise de la IV<sup>e</sup> Internationale.

# 19 JUILLET 1936



Avec l'aide du prolétariat mondial, la classe ouvrière espagnole abattra Franco.

# 19 JUILLET 1946



De Jérusalem : L'impérialisme britannique continue sa politique de gangster en Palestine. D'après la radio « Hagana », la Grande-Bretagne essaie d'organiser la révolte arabe contre l'immigration juive, pour égarer les uns et les autres. A travers ces provocations, les ouvriers juifs et arabes trouveront la voie de l'unité d'action contre les bandits impérialistes.

# NOUVELLES INTERNATIONALES

**De Jérusalem :** L'impérialisme britannique continue sa politique de gangster en Palestine. D'après la radio « Hagana », la Grande-Bretagne essaie d'organiser la révolte arabe contre l'immigration juive, pour égarer les uns et les autres. A travers ces provocations, les ouvriers juifs et arabes trouveront la voie de l'unité d'action contre les bandits impérialistes.

**D'Hanoi :** Des patrouilles franco-vietnamiennes ont opéré de nombreuses arrestations dans la journée du 12 juillet, aux sièges de plusieurs parts viet-namiennes. Parallèlement tous les journaux gouvernementaux vietnamiens annoncent des opérations de police contre les organisations « terroristes ». Rue Davignon, un important matériel a été saisi, notamment une imprimerie, des tracts incitant à la révolte.

**D'Hamilton (Canada) :** Le plus important mouvement gréviste depuis la guerre vient d'éclater au Canada. 4.000 ouvriers de l'acier ont cessé le travail le 15 juillet. Après les grandes grèves aux Etats-Unis, la classe ouvrière du Canada entre à son tour en lutte contre le patronat. On estime que si la grève dure plusieurs semaines, d'autres branches d'industries devront également cesser le travail.

**Du Japon :** L'Etat-Major du général Douglas Mac Arthur déploie une grande énergie pour subordonner les mouvements syndicalistes japonais aux intérêts de la politique des réactionnaires japonais et américains.

A ces accusations lancées par les délégués soviétiques de la Commission alliée de contrôle, les officiers américains objectent : « Certains éléments » tentent

# Qui a tué Ta Thu Thau et ses compagnons ?

DANS un de nos précédents numéros, nous annoncions le mort de notre camarade Ta Thu Thau, dirigeant trotskyste indochinois. Nous savions déjà que celle-ci s'était produite dans des circonstances mystérieuses, mais nous attendions une entrevue avec des représentants du gouvernement Viet-Minh pour avoir de plus amples informations et pour voir avec eux si cette affaire ne pouvait être éclairée au mieux des intérêts du mouvement ouvrier indochinois et du prolétariat mondial.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas obtenu cette entrevue et nous n'avons eu que des réponses évasives. Au cours d'une récente conférence de presse, le président Ho Chi Minh, après avoir déclaré au représentant de *La Vérité* : « Ta Thu Thau a toujours été un militant révolutionnaire », devait reconnaître : « Il est mort dans des circonstances douteuses, et en tout cas au delà du 16<sup>e</sup> degré parallèle ».

Ta Thu Thau et nos camarades d'Indochine avaient de nombreux ennemis : 1<sup>o</sup> Les colons français qu'ils combattaient opiniâtrément et qui firent emprisonner Ta Thu Thau à de nombreuses reprises ; 2<sup>o</sup> Ta Thu Thau sortit d'ailleurs de prison à la veille de la guerre, paralyse d'un côté à la suite d'une grève de la faim ; 3<sup>o</sup> Les bourgeois indigènes « collaborateurs » qui le craignaient comme la peste ; 4<sup>o</sup> En fin, certains stalinien, particulièrement certains dirigeants japonais, qui ne pouvaient lui pardonner de maintenir haut et ferme le programme de Lénine et de Trotsky.

Les versions relatives à la mort de notre camarade Ta Thu Thau, qui venait de sortir du bagne de Poulo Condore après six ans d'imprisonnement par les autorités françaises alors alliées aux Japonais, sont contradictoires, évasives et absolument douteuses, étant donné que nous nous sommes aperçus la mort de Phan Van Hum et de Nguyen An Dat dans des endroits différents et dans des circonstances aussi inexplicables et aussi inexplicables.

Par ailleurs, le camarade Nguyen Van Tho, ancien secrétaire du parti communiste indochinois, qui avait rompu avec Dung Bach Mai sur sa position progressive en entraînant derrière lui de nombreux mili-

# LA VERITE SUR L'ARMEE REPUBLICAINE Ouvriers et soldats par Yvan CRAIPEAU

DANS notre précédent article, nous avons opposé à l'armée bourgeoise les milices ouvrières, dont l'objectif est de renverser la bourgeoisie. Mais il n'y a pas présentement de milices ouvrières. Les organismes qui auraient pu en être le premier noyau — comme les F. T. P. et les milices d'usine — ont été dissous par la grâce de Thorez et la bénédiction de Daniel Mayer. En attendant, faut-il se laver les mains de ce qui se passe dans l'armée, de son esprit, de sa structure ?

C'est précisément la masse des jeunes travailleurs mobilisés dans l'armée bourgeoise. Ceux-là ne doivent jamais oublier qu'ils sont les fils de la classe ouvrière. Quant à nous, communistes internationalistes, nous sommes à leurs côtés dans leur lutte quotidienne pour sauvegarder leur dignité humaine, leurs conditions d'existence, leurs libertés et leurs droits.

Aux champions hypocrites de l'armée populaire et démocratique nous disons : Vous prétendez que l'armée doit être populaire ? Eh bien ! Commencez par empêcher qu'on abuse les jeunes soldats par la routine d'une vie militaire spécialement faite pour tuer en eux toute velléité d'indépendance, de pensée, de personnalité, selon une technique que les nazis n'ont eu qu'à perfectionner par la suite dans leurs camps de concentration. La discipline mécanique de l'armée, le culte de la hiérarchie et des valeurs militaires, tout cela n'a qu'un but : transformer les hommes en instruments dociles aux mains des officiers réactionnaires.

**DEVOIRS POLITIQUES AUX SOLDATS !**

Vous prétendez que l'armée a pour rôle de défendre nos libertés ? Commencez donc par ne pas les supprimer à la caserne. Commencez par ne pas priver les soldats de leurs droits politiques. Donnez-leur pas leur mot à dire ? On leur fait signer des lettres de service de se faire tuer pour ce que vous appelez la démocratie. Qu'ils aient le droit de recevoir toute la presse ouvrière ; d'adhérer à toutes les organisations ouvrières, de se réunir comme ils l'entendent, sans avoir besoin de recourir aux ruses illégales que nous employons au temps de la Gestapo. Qu'ils aient des bibliothèques sociales, leurs clubs de discussion politique. Qu'ils poursuivent leur formation sociale.

**DELEGUES DE SOLDATS**

Vous prétendez que l'armée est démocratique ? Commencez donc par ne pas traiter les jeunes conscrits comme des prisonniers. Les ouvriers ont obtenu leurs délégués d'entreprises pour présenter leurs revendications et discuter avec le patron. Pourquoi les soldats conscrits n'ont-ils pas leur mot à dire ? On voit par là que l'institution des délégués s'impose à l'armée autant qu'à l'usine. Il faut que les soldats désignent et imposent leurs délégués, avec l'appui des organisations ouvrières.

**FRERE SOLDATS !**

Cette liaison entre les travailleurs et les jeunes travailleurs en uniforme doit du reste être permanente. Le jeune mobilisé doit comprendre qu'il n'a pas cessé de faire partie de la classe ouvrière. Qu'il apprenne le maniement des armes. Il aura à s'en servir un jour, non pas contre les travailleurs des autres pays et les opprimés des colonies, mais pour balayer le régime capitaliste.

**LETRE DE SOLDAT**

CEUX de la 4<sup>e</sup>

**DU CAMP DE GATTENON**

« Eparpillés dans la campagne alentour du camp, profitant de la liberté qui nous est accordée une fois par semaine, nous avons été réunis dans nos ébaux par l'intervention de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur de deux généraux. Rassemblement à 23 heures au « foyer du soldat » (ironie du sort) ! Là, après une attente d'une heure nous sommes réunis à la file indienne dans une large pièce, encombrée de tapis et ruisseaux d'étoiles. Dix par dix, en file, on se observe, palpé, comme le bétail ou l'élevageur

# MECONTENTEMENT GENERAL

## Les travailleurs manifestent, mais les postiers de Bordeaux montrent la voie : LA GREVE

**D**EVANT la carence manifeste de la Fédération postale, la section girondine (majoritaire dans la région) appuyée par tous les syndicats de la région, a pris position en face du problème des traitements en invitant toutes les Unions départementales à protester auprès de la Fédération postale contre son inaction. A la suite de diverses protestations : du Jura, de l'Ain, etc., le bureau fédéral envisageait une manifestation pour le 11 novembre dans tout le pays, pour le reclassement de la fonction publique, essayant d'élever

la principale question : les traitements. Des milliers de postiers manifestèrent, mais de partout se lisait sur leur visage la déception ; sachant que ce n'était pas une promenade sentimentale à travers les rues sans mot d'ordre de lutte — qui réglerait la question importante, qui est l'amélioration de la condition de vie des petits fonctionnaires.

### A TRAVERS LA PRESSE OUVRIERE Les 25 % sont dépassés

**E**n accord va peut-être avoir lieu sur les 25 % déduits. Mais d'ores et déjà cette revendication est dépassée. La crainte d'une grande partie de la classe ouvrière était tout à fait justifiée quant à une augmentation aussi minime. De fait le patronat, tout en résistant autant qu'il pouvait, a augmenté ses prix, pour maintenir ses bénéfices. Voyons les chiffres.

**HAUSSE DES PRIX**  
Robert Tellez, dans la Vie ouvrière du 11-7-46, nous en donne quelques exemples :  
Pour les produits alimentaires, de 1945 à mai 1946, 70 % ;  
Pour les produits industriels, 88 % ;  
Pour les matières premières, 61 % ;  
Pour les produits demi-finis, 46 % ;  
Et il ajoute :  
Les prix de détail ont suivi aussi bien à Paris qu'en Province, chiffres à l'appui.  
Raymond Semat, dans le même n° de la V. O., montre de son côté combien sont prospères les entreprises capitalistes.

En prenant la base de 100 en 1938, le prix de détail a augmenté de 220 à 230 en 1946.  
La construction mécanique à 964 ;  
L'automobile à 1.167 ;  
Et nous pourrions continuer si ces chiffres n'étaient pas suffisamment concluants.  
C'est tellement patent que les managers de l'industrie ne le nient nullement, bien au contraire, ils annoncent même qu'il va falloir procéder à une revalorisation... des prix, bien entendu.  
J. Duret, dans le Peuple du 13-6-46, écrit :  
Des déclarations de ce monsieur (M. Fourmon, directeur du service des prix au ministère de l'Economie nationale), il ressort clairement que l'on doit s'attendre, dans l'avenir, le plus proche, non à un mouvement de baisse des prix, mais au contraire, à un mouvement de hausse résultant d'une série de facteurs (suppression des subventions, revalorisation des prix agricoles, dévaluation, etc.).

**LA CONFERENCE NATIONALE ECONOMIQUE A ETE UNE DUPERIE**  
Ainsi, comme nous l'avons dit, il est prouvé que les résultats de la Conférence nationale économique n'apportent pas une amélioration sensible aux masses travaillantes.  
Organisme tripartite, écrit Force Ouvrière du 11-7-46 : Elle rassemble en une sorte d'organisme tripartite les représentants de l'Etat, du patron français et des organisations syndicales ouvrières et agricoles.  
Déséquilibré sans précédent ajoute R. Delamarre, secrétaire de la C. G. T., dans le même article de Force Ouvrière : Nous sommes devant un déséquilibre sans précédent dans l'histoire économique du pays.

**AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT**  
C'est le véritable problème soulevé par Pierre Rimeux dans Liberté du 12 juillet : Par conséquent, s'il est exact que l'essentiel est d'agir sur les prix afin de les empêcher de monter et même de les faire baisser, il n'en reste pas moins que, dans l'immédiat, on ne peut pas attendre, dans l'immédiat, que les 25 % suffisent pour restaurer les salaires ;

**POUR LE MINIMUM VITAL POUR L'ECHELLE MOBILE**  
Tels sont les mots d'ordre développés par Allieu au dernier congrès de l'U. S. des Métiers de la R. P. Nous lisons dans son discours reproduit par Front ouvrier du 10 juillet 1946 :  
En avril 1945, la C. G. T. réclamait 4.900 francs par mois et 23 francs de l'heure de minimum vital. C'est donc, en tenant compte de l'augmentation de 30 %, 7.200 francs par mois et 43 francs de l'heure qu'il faut réclamer aujourd'hui. Pour cette raison, nous considérons comme absolument insuffisants les 25 % réclamés par la C.G.T. Ce minimum vital doit être garanti contre l'augmentation du coût de la vie par l'échelle mobile des salaires.

**FRONT OUVRIER**, qui représente la tendance syndicaliste révolutionnaire au sein de la C. G. T., pose justement les problèmes. C'est sur ces mots d'ordre qu'il faut compter.

**M. FELZEN.**  
La demande de Maurice Lime, écrivain prolétarien, nous précisons qu'il n'y a rien de commun avec notre camarade M. Lime, qui a signé à cette même place un article sur Monatte.

Le 12 juillet, à 17 h. 30, 30.000 ouvriers du bâtiment se sont rassemblés à Japy. En bleu de travail, les souliers boueux, les gars du bâtiment débouchèrent de toutes les rues avoisinantes. Avant d'entrer dans le gymnase, « l'inter » est chantée à pleine voix.  
Le Masson, Labrousse se succèdent à la tribune : « Le pouvoir des masses laborieuses a diminué pendant qu'à l'opposé les profits augmentaient. Tout le monde est bien d'accord. Mais comme le langage a changé depuis le Congrès de la Fédération. Tout le monde n'a pas la mémoire courte et beaucoup se rappellent comment la minorité qui expliquait exactement cela fut traitée par les dirigeants stalinien au cours de ce congrès.

Avec Hénaff, c'est la douche froide : « Ne montrez pas d'impatience ». Puis c'est la résolution finale dans laquelle on « félicite le parti communiste qui a appuyé les légitimes revendications posées par la C.G.T. ». Drôle de façon de les soutenir que de capituler devant Bidaud en acceptant au gouvernement les 15 %.  
Avant de se séparer sans avoir évidemment rien obtenu, si les gars étaient restés sur leurs chantiers au lieu d'aller à Japy, ça aurait peut-être changé quelque chose — on se donne rendez-vous sur le Champ-de-Mars le 19 juillet.

**Grève chez Citroën**  
La direction de chez Citroën-Michelin est une direction de combat. Boulanger, le directeur de l'usine, ne se lasse pas de réclamer des majorations de salaires, mais encore il concède même ses droits les plus évidents des ouvriers. Il y a d'abord eu les élections au comité d'usine. Boulanger a mis tout en œuvre pour empêcher la constitution de comités dans chaque établissement.

Le 16 juillet, les sept cents ouvriers des usines de l'avenue de la Gare à Saint-Ouen décidèrent de déposer un cahier de revendications, ils demandèrent à être reçus en délégation. Mais M. Boulanger refusa. Il voulait recevoir seulement deux ouvriers. Ensuite il prétendit ne pas payer le temps perdu par les membres de la délégation. Les ouvriers réagirent immédiatement, débarrassèrent et occupèrent l'usine jusqu'au soir. Ils avaient compris qu'il fallait mieux rester sur place. Les bureaucrates stalinien ont obtenu que le travail reprenne.

Ouvriers de toutes les usines Citroën-Michelin, il faut suivre l'exemple de vos camarades de l'avenue de la Gare. C'est le seul moyen de briser l'arrogance de M. Boulanger.

**A REIMS**  
20.000 travailleurs dans la rue pour les 25 pour 100  
Mercredi 10 juillet, la ville de Reims a connu une énorme manifestation où les travailleurs, au nombre de 20.000, ont revendiqué leur 25 % et le passage à l'action pour les obtenir.

Plusieurs dirigeants syndicaux prirent la parole pour dénoncer l'incurie du gouvernement, l'inaction des dirigeants ouvriers et un secrétaire de l'Union locale se fit particulièrement applaudir en réclamant l'échelle mobile des salaires.

Le recours à la grève fut à plusieurs reprises envisagé.  
Camarades reimois, c'est bien là le seul moyen de faire aboutir nos revendications.

**Attention au nouveau C.C.P. LA VERITE : C.C.P. 5479-17 Paris**

**La course folle des prix INDICES DES PRODUITS ALIMENTAIRES (PRIX DE GROS REGLEMENTS)**

	1939	Déc. 1944	Avril 1946	Mai 1946
Céréales .....	95	235	322	522
Vinifères et sainfoin .....	111	294	873	910
Grains et produits laitiers .....	99	292	550	643
Divers (1) .....	98	317	484	874
Ensemble .....	99	278	534	662

(1) Ces produits divers comprennent notamment les pommes de terre, haricots secs, huiles d'arachide, vin rouge, sucre.

**INDICES DES PRIX DE DETAIL A PARIS (PRIX REGLEMENTES)**

	Base 100 en Août 1939	29 denrées alimentaires	4 articles de chauffage	34 articles divers
Janvier 1946 .....	443,1	308,4	444,5	445,2
Février .....	444	308,4	445,2	445,2
Mars .....	442,6	441	453,2	441,4
Avril .....	443,5	431,8	453,2	441,4
Mai .....	501,5	505,3		

Ces indices de prix, fournis par le ministère de l'Economie nationale, sont évidemment calculés sur les prix officiels. Dans les bureaux ministériels, on ignore le marché noir. Qu'il importe si les travailleurs sont obligés d'acheter au-dessus de la taxe, pour s'alimenter un peu mieux. Le décalage entre les prix et les salaires est déjà suffisamment grand... Si les statisticiens tenaient compte de la réalité, cette différence prendrait la forme d'un gouffre.

Plusieurs conclusions doivent être tirées de ces deux tableaux :  
1° Depuis 1939, l'augmentation s'est poursuivie régulièrement avec un rebondissement extraordinaire après la « Libération ». Prenons par exemple le cas de la viande et du sainfoin. De 1939 à décembre 1944, l'augmentation a été de 165 % (époque où l'impérialisme allemand pillait la production française) alors que, de décembre 1944 à mai 1946, l'augmentation est de 289 % !  
2° L'indice des prix de gros s'éleva plus vite que l'indice des prix de détail. Qui en bénéficie ? pas le petit payan, mais l'intermédiaire, le cheville-tour. Qui en pâtit ? le petit commerçant dont la marge est sans cesse réduite.  
3° Le rebondissement des derniers mois passés (pour les produits industriels, l'indice est passé de 109 en 1939 à 233 en décembre 1944 et à 585 en mai 1946), s'accroît encore en juin et en juillet 1946. La presse a publié des chiffres ces dernières semaines qui montrent que les patrons n'ont pas attendu le relèvement des salaires pour augmenter leurs prix. Ils ont pris les devants.

## LES BATELIERS revendiquent

Un correspondant ouvrier nous transmet :

Les syndicats de bateliers aussi bien tractionnés (prolétaires) qu'autotomoteurs (petits-bourgeois) viennent de décider l'arrêt de la navigation pour une heure (probablement à l'ouverture de la campagne batelarière). Ainsi, de Rouen à Paris et Strasbourg et Lille nous allons faire une propagande intense pour la satisfaction de nos revendications et au moment de l'arrêt, des délégations de bateliers iront trouver les ingénieurs avec leurs cahiers de revendications.  
En même temps, une délégation de secrétaires ira à Paris pour être reçue par les ministres. Là, nous passerons notre cahier de revendications.

1. Reconstruction des bateaux de sinistres ;
2. Hausse des frets (prix de transports) ;
3. Pour les salaires, hausse des salaires correspondante à la hausse des frets obtenus par les artisans ;
4. Gérance du crédit fluvial par les délégués des employés salariés et artisans.

Nous entraînerons avec nous les bateliers salariés (dont les péniches sont aux compagnies).  
En outre, si satisfaction n'est pas donnée, un mouvement plus large sera déclenché.



Il est temps qu'on l'obtienne, la « rallonge » !

## Il faut supprimer l'impôt cédulaire

L'UNION générale des Fédérations de fonctionnaires a placardé, le mois dernier, une affiche dans laquelle est établie une comparaison entre le montant des différents sortes d'impôts directs qui permettent à l'Etat capitaliste d'« équilibrer » son budget.

**RENDEMENT DES IMPOTS EN MILLIERS DE FRANCS**

	1925	1939	1945
Impôt cédulaire sur les traitements et salaires .....	296.695	1.645.670	29.924.210
Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, y compris les taxes et prélèvements exceptionnels sur les excédents de bénéfices .....	2.937.944	4.563.147	13.211.571
Montant total des impôts directs .....	6.477.124	12.471.808	54.978.058

Autrement dit, la masse extorquée par le gouvernement au titre de l'impôt sur les traitements et salaires, qui s'élevait, en 1925, à 10 % du total de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, s'éleva aujourd'hui à 22 % !  
Pour 1 franc pris au patron en 1925, le salarié versait 10 centimes ; aujourd'hui, pour 1 franc pris au patron, le gouvernement des capitalistes extorque au salarié 22 fr. 50. En 1946, l'impôt cédulaire fournit plus de la moitié du total des impôts directs.

Voilà, en quelques chiffres, la signification concrète de cet impôt de classe qui permet, pour plus de la moitié, de financer les royalties indéniables aux entreprises socialistes nationalisées. L'impôt cédulaire.

Et alors qu'en 1938 le taux de cet impôt était de 7,56 %, en 1939 il est porté à 8 %, et, en 1945, à 16 %.

Notons que cette législation d'exception, voychissoise par surcroît, a été prorogée par tous les gouvernements depuis la « libération ».

Les professeurs de droit, hommes à tout faire du grand capital, se sont extasiés sur cette législation et l'un d'eux a pu écrire :  
« L'impôt sur les traitements et salaires est celui qui, techniquement, est parvenu à un degré quasi absolu ».

Mais « quant aux impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, ils sont étudés de telle sorte que la masse de fraude et de dissimulation des revenus est telle qu'elle constitue un scandale permanent » a pu écrire Prujza dans la « V.O. » du 7 décembre 1944.

Et c'est la raison pour laquelle de 1925 à 1945, le montant de

## IL FAUDRA LA GREVE

(Suite de la première page.)  
La réponse est aisée : la production pourra facilement repartir, il suffira que les ouvriers fassent marcher eux-mêmes leurs usines comme ont fait les ouvriers brasseurs de Lille, pour tenir il faudra organiser la solidarité ouvrière, prendre en main les cantines et les coopératives et exiger des pouvoirs publics, des municipalités ouvrières, de la C.G.T. même, une aide financière.  
Ainsi tous les travailleurs suivront. Aujourd'hui le frein n'est pas le manque de conscience des ouvriers mais la volonté de capitulation et les marchandages gouvernementaux des bureaucrates stalinien et réformistes.

M. M.  
Un membre du P.C.I. de la botte.

## ON PEUT AUGMENTER LES SALAIRES sans hausser les prix IL SUFFIT DE RÉDUIRE LE PROFIT

**A**UGMENTER les salaires, c'est augmenter automatiquement le prix... ça ne servira à rien, notre pouvoir d'achat sera toujours aussi bas ; expérience ; regardez, les salaires n'ont pas coursé folle... Qu'est-ce que ça va être quand nous serons augmentés.

De leur côté, les patrons tiennent à peu près le même langage mais pour une toute autre raison. Pour eux, il s'agit de défendre leurs bénéfices.  
Le problème n'est pas de convaincre les patrons qu'il faut augmenter les salaires sans toucher aux prix... c'est un raisonnement qu'ils ne peuvent comprendre et pour cause. Avec eux, il faut employer la force.

**La marchandise-force de travail**  
L'ouvrier vend au patron non pas son travail mais sa force de travail. La force de travail est une marchandise comme une autre, dont la valeur est représentée par le temps socialement nécessaire à sa production. C'est-à-dire que la valeur de la marchandise-force de travail est déterminée par la valeur des objets de première nécessité qu'il faut pour qu'un ouvrier puisse vivre, apprendre, se développer, se reproduire. Seulement le patron achète cette marchandise bien en dessous de sa valeur. Il fait travailler l'ouvrier 40, 48, 54 heures même par semaine alors qu'il suffirait que ce dernier travaille 30 heures, par exemple, pour qu'il ait vendu sa valeur, la marchandise dont il dispose. Les 10, 18, 24 heures supplémentaires représentent le surtravail que l'ouvrier fournit gratuitement au patron et qui forme le profit de ce dernier.

Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.

**Leur côté, les patrons tiennent à peu près le même langage mais pour une toute autre raison. Pour eux, il s'agit de défendre leurs bénéfices.**

**Le problème n'est pas de convaincre les patrons qu'il faut augmenter les salaires sans toucher aux prix... c'est un raisonnement qu'ils ne peuvent comprendre et pour cause. Avec eux, il faut employer la force.**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

**Le prix de la marchandise est rarement égal à la valeur de la**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

**Le prix de la marchandise est rarement égal à la valeur de la**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

**Le prix de la marchandise est rarement égal à la valeur de la**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

**Le prix de la marchandise est rarement égal à la valeur de la**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

**Le prix de la marchandise est rarement égal à la valeur de la**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

**Le prix de la marchandise est rarement égal à la valeur de la**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

**Le prix de la marchandise est rarement égal à la valeur de la**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

**Le prix de la marchandise est rarement égal à la valeur de la**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

**Le prix de la marchandise est rarement égal à la valeur de la**

**Le patron ne garde pas intégralement ce profit, il est obligé d'en céder une part à ses collègues : le propriétaire foncier et le capitaliste financier, mais il lui reste ce qu'on appelle le profit industriel ou commercial.**

## Où va la minorité de la C. G. T. ?

**V**ENDREDI 5 juillet, le vieux leader syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte rassemblait pour une prise de contact un certain nombre de militants syndicaux minoritaires, ainsi que des minorités rassemblées autour de « Front Ouvrier », du « Combat syndical » et du C.E.T.E.S.

Nous ne rappellerons ici que pour mémoire les divergences qui opposent les conceptions de Monatte et celles du P.C.I. Monatte n'a jamais pu surmonter l'expérience de la désaffection du Parti communiste français et de l'I.L.C. et aujourd'hui, il est revenu au syndicalisme pur. Pour nous, trotskistes, si nous considérons que le syndicalisme se suffit à lui-même pour jouer le rôle de regroupement primaire des salariés sur le terrain de l'entreprise, nous estimons que pour conduire à bien la révolution contre les exploitateurs et leur Etat de classe et l'instauration d'un régime socialiste, premières étapes vers la société socialiste, l'organisation de l'avant-garde prolétarienne en Parti et en Internationale est aussi nécessaire à la classe ouvrière que des poumons le sont à un homme pour vivre. L'expérience de la seule révolution conduite à la victoire en 1917 par le Parti de Lénine et Trotsky, les défaites successives du prolétariat

mondial, particulièrement l'échec de la révolution espagnole, prouvent éloquentement la nécessité du Parti révolutionnaire qui ne peut se construire que sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ceci dit, nous saluons l'initiative de Monatte, car sur le plan où il se place, et avec les principes ni en avant par un regroupement des syndicalistes révolutionnaires, nous ne pouvons qu'être d'accord avec lui.

1° L'indépendance du syndicalisme équivaut à l'exercice de la démocratie syndicale est un principe justifié. La C.G.T. est l'organisation qui se groupe les salariés de quelque tendance politique ou philosophique qu'ils soient, et dans ce sens, elle ne doit pas être inféodée à un parti. Sa politique doit être élaborée par tous les ouvriers sans distinction d'opinion, sans pression bureaucratique d'aucune sorte.

2° Alors que les dirigeants de la C.G.T. s'enfoncent de plus en plus dans la voie de la collaboration des classes, minimalisme bourgeois, conférence économique, la lutte des classes et l'action directe contre le patronat sont pour les salariés, réduits à des conditions de vie misérables, la seule issue.

3° L'internationalisme prolétarien unissant les travailleurs de tous les pays dans la lutte contre l'impérialisme et pour la paix.

Il est clair que certains principes peuvent servir de base à un regroupement large au sein de la C.G.T. Mais pour cela, on doit établir la position nettement. Le principe de l'indépendance doit être clairement formulé. S'il est juste de lutter contre l'inféodation de la C.G.T. à l'égard du Parti Communiste Français, il est impossible de ne pas condamner l'inféodation des joushaistes de tout parti à l'égard de la politique bureaucratique. Il faut bien comprendre que les ouvriers qui aspirent à la lutte pour les revendications ne pourront jamais soutenir les soldats indépendants à la Jouxhaux qui sont honnis pour tout leur «-sé, par l'immense majorité des travailleurs. Construire une tendance syndicale « Lutte de classes » équivaut à combattre à visage découvert, aussi bien contre Jouxhaux que contre F.-Chou.

Toute liaison avec l'idéologie joushaiste, avec « l'anticommunisme » aboutirait à ne pas être pris au sérieux par les ouvriers et à discréditer le syndicalisme révolutionnaire qui apparaît ainsi comme une tendance révolutionnaire en paroles, mais réformiste dans les faits.

Et l'avenir du syndicalisme n'est ni au réformisme, ni au stalinisme, il est dans le syndicalisme lutte de classes.

Le gérant : M. JULLIA.  
Entreprise de Presse  
100, r. Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.  
M. RY, imprimeur.  
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 n°) ..... 200 fr.  
pour 6 mois (26 n°) ..... 100 fr.  
pour 3 mois (13 n°) ..... 50 fr.  
(Rayer les mentions inutiles)

**LA VERITE**  
Hébdomadaire du P. C. I.  
18, rue Daguerre, Paris-14<sup>e</sup>.  
Tél. : SUFFREN 62-51  
Rédacteur en chef-gérant  
Maurice JULLIA  
Administrateur  
Guy TEXIER  
Adresser toute la correspondance  
18, rue Daguerre, Paris-14<sup>e</sup>